

Comment la gauche anti-impérialiste doit-elle se positionner face à l'invasion russe de l'Ukraine ? Gilbert Achcar a souhaité répondre à Stathis Kouvélakis qui, dans [un texte publié récemment sur notre site](#), critiquait certaines des propositions stratégiques défendues dans [un court texte publié précédemment](#).

À mon [mémoire](#) de 6300 signes seulement, Stathis Kouvélakis (SK) vient de publier une « [réponse](#) » longue de 51 900 signes – plutôt une critique, puisque mon texte n'avait rien à voir avec ses positions que j'ignorais, à moins qu'il n'ait souhaité se poser en porte-parole de mes détracteurs [néo-campistes](#). Dans ce texte, SK enfonce beaucoup de portes largement ouvertes. La mise en cause de la décision d'élargir l'OTAN se trouve aujourd'hui exprimée partout, y compris dans les principaux médias bourgeois et impérialistes. Ce n'était vraiment pas la peine de lui consacrer un si long discours s'il s'agissait de me « répondre », d'autant que SK sait bien que j'ai dénoncé cette décision et ses conséquences funestes depuis fort longtemps, en particulier dans mon livre *La Nouvelle guerre froide. Le monde après le Kosovo* paru en 2000 (j'en prépare une seconde édition, largement augmentée), qu'il cite même plus d'une fois.

SK aurait pu se rendre compte que mon « mémoire » visait à définir dans l'urgence une position concise sur les questions les plus directement liées à l'invasion russe, et non à récapituler les positions de toujours. Et s'il avait pris la peine d'écouter [l'entretien](#) que j'ai accordé le 2 mars à Julien Salingue pour le NPA, il se serait rendu compte du fait que ce n'est vraiment pas moi qu'il faut convaincre de la nécessité de se prononcer pour la dissolution de l'OTAN. Cela dit, examinons quand même les arguments de SK. Je ne commenterai que ce qui me semble poser problème dans ses propos, et non les choses avec lesquelles je ne peux qu'être d'accord – la plupart pour les avoir dites bien souvent. Et je m'excuse de la longueur de ce texte, bien qu'il soit inférieur à la moitié de celui de SK. C'est que j'ai dû citer des passages entiers de sa « réponse », ainsi que de mon mémoire, afin de rétablir les arguments.

Commençons par le décor que SK plante avant de déployer son argumentaire. Il croit déceler une « coupure Nord-Sud » dans le fait – comme il le décrit – que

« dans les pays du Sud global, en Amérique latine, en Afrique, dans le monde arabo-musulman, dans une grande partie de l'Asie, le soutien à la Russie ou, du moins, une forme de bienveillance à son égard, sont nettement plus répandus tant dans les opinions publiques que dans certains secteurs de la gauche », une tendance qui, dit-il, « se reflète également dans les positions d'un nombre significatif de gouvernements, dont trente-cinq se sont abstenus à l'ONU lors du vote de la résolution condamnant l'invasion russe – parmi eux la Chine, l'Inde, le Vietnam, Cuba, le Venezuela et la Bolivie ».

Examinons les faits tout d'abord. Dans la partie du monde dont je proviens, l'espace arabophone, les seuls partis « de gauche » à avoir soutenu l'invasion russe sont ceux qui sont liés au régime sanguinaire de Bachar el-Assad, sous protectorat russe. Les deux principaux partis communistes de la région, ceux d'Irak et du Soudan, ont condamné sans ambages l'invasion russe, tout en dénonçant également (comme il se doit) la politique de l'impérialisme états-unien. Dans son communiqué, le PC soudanais, après avoir dénoncé les conflits entre forces impérialistes, « condamne l'invasion russe de l'Ukraine et exige le

retrait immédiat des forces russes de ce pays tout en condamnant la poursuite par l'alliance impérialiste dirigée par les États-Unis de sa politique d'attisement des tensions et de la guerre, et de menace pour la paix et la sécurité mondiales ». Les communistes soudanais sont bien placés pour savoir la vérité de l'impérialisme russe, la seule des grandes puissances qui soutient ouvertement les putschistes dans leur pays.

Lors du vote de l'Assemblée générale de l'ONU sur la condamnation de l'invasion russe, trente-cinq pays se sont bien *abstenus*, comme le dit SK. Et ils sont tous situés dans le Sud mondial en effet, pour la bonne raison que les pays du Nord mondial ont soit voté *pour* (tous les pays occidentaux et alliés) ou *contre* (la Russie elle-même et la Biélorussie). Il ne faut pourtant pas beaucoup de perspicacité pour se rendre compte du fait que, parmi les 141 pays qui ont voté *pour* la résolution, il y avait bien plus que 35 pays du même Sud mondial. S'agit-il donc d'une « coupure Nord-Sud », comme le prétend SK, ou d'une coupure entre amis et/ou clients de l'impérialisme occidental, d'une part, et amis et/ou clients de l'impérialisme russe, de l'autre ? Et comme la plupart de ces derniers sont également amis et/ou clients des impérialismes occidentaux, ils ont préféré s'abstenir plutôt que d'ajouter leurs voix à celles des cinq États qui ont voté contre la résolution et qui sont, outre les deux déjà nommés, la Corée du Nord, la Syrie et l'Érythrée.

SK commente « la façon “campiste” dont la Russie de Poutine, une puissance impérialiste secondaire et régressive, est perçue sur la scène mondiale », pour expliquer que « c'est bien cette perception déformée, effet dérivé de la domination écrasante des États-Unis, qui, par une sorte d'illusion d'optique, lui attribue certaines des caractéristiques de l'URSS d'antan » et qui fait que des États « parmi les pays du Sud qui entendent jouer leur propre carte (entendons-nous : à quelques exceptions près, il s'agit également de pays capitalistes comme la Chine ou l'Inde), la perçoivent avec (plus ou moins de) bienveillance, en tant que trouble-fête face à l'hyperpuissance étatsunienne ». (Notons en passant que la Russie possède le plus grand arsenal nucléaire au monde, et non le second comme l'affirme SK dans son texte. Elle possède même, à elle seule, plus de têtes nucléaires que les trois puissances nucléaires de l'OTAN réunies - États-Unis, France et Royaume-Uni).

On serait dans un monde encore plus terrible qu'il ne l'est déjà si « les pays du Sud qui entendent jouer leur propre carte » devaient tous être du même acabit que la Chine - elle-même objet de débat quant à sa nature impérialiste, ce qui montre à quel point le schéma Nord-Sud est simpliste en politique - ou que l'Inde du fasciste Narendra Modi. Mais pourquoi donc l'Inde de Modi entendrait-elle « jouer sa propre carte », et non, par exemple, le Mexique d'AMLO, l'Afghanistan des Talibans, le Brésil de Bolsonaro (pourtant admirateur de Poutine), le Myanmar des généraux (couverts par Pékin), ou les Philippines de Duterte, qui ont tous voté *pour* la résolution de l'ONU ? En réalité, la présentation tendancieuse des faits à laquelle se livre SK ne fait que servir son approche globale du sujet, et la révéler.

J'en viens à la « nouvelle guerre froide » qui, selon mon analyse d'il y a plus de vingt ans, a commencé au tournant du siècle, la guerre du Kosovo (1999) ayant précipité une situation ayant été en gestation tout au long de la première décennie post-soviétique. SK n'a pas bien lu ce que j'ai écrit dans mon mémorandum :

« L'invasion russe de l'Ukraine est le deuxième moment déterminant de la nouvelle guerre froide dans laquelle le monde est plongé depuis le début du siècle par suite de la décision américaine d'élargir l'OTAN. Le premier moment déterminant a été l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003. »

Cela signifie tout simplement que, dans cette nouvelle guerre froide qui a commencé « depuis le début du siècle », il y a eu deux moments déterminants jusqu'ici : l'invasion de l'Irak en 2003 et celle de l'Ukraine aujourd'hui. Je n'ai certainement pas changé d'avis sur le moment de son commencement, comme a pu le croire SK.

Le ton de sa « réponse » monte au fur et à mesure qu'elle se prolonge. J'ai écrit dans mon mémorandum qu'après sa cuisante défaite en Iraq, « la propension de l'impérialisme états-unien à envahir d'autres pays a été considérablement réduite, comme le confirme le récent retrait de ses troupes d'Afghanistan. » Et j'ai alors ajouté :

« Le sort de l'invasion de l'Ukraine par la Russie déterminera la propension de tous les autres pays à l'agression. Si elle échoue à son tour, l'effet sur toutes les puissances mondiales et régionales sera celui d'une forte dissuasion. Si elle réussit, c'est-à-dire si la Russie parvient à "pacifier" l'Ukraine sous ses bottes, l'effet sera un glissement majeur de la situation mondiale vers la loi de la jungle sans retenue, enhardissant l'impérialisme des Etats-Unis lui-même et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif. »

« Ce raisonnement est doublement insoutenable », écrit SK. « Tout d'abord, poursuit-il, le parallèle entre l'invasion de l'Ukraine et celle de l'Irak est largement trompeur. Certes, dans les deux cas, il s'agit d'actes d'agression et de violation de la souveraineté et de l'intégrité d'un État. Mais la comparaison s'arrête ici. Car l'Irak est à des milliers de kilomètres des États-Unis et il n'était nullement question qu'il rejoigne une alliance militaire hostile à Washington [...]. L'Ukraine est actuellement soutenue militairement, économiquement et diplomatiquement à un très haut niveau par tout le camp occidental, États-Unis en tête, alors que l'Irak n'était soutenu par personne et les Talibans par le seul Pakistan. »

Outre le fait que j'ai déjà [souligné ces différences](#), et nulle part ailleurs que sur le site auquel contribue SK, en quoi donc la distance de l'Irak et le fait qu'il n'ait été soutenu par personne feraient-ils que le sort de l'invasion russe de l'Ukraine ne déterminerait pas « la propension de tous les autres pays à l'agression » ? Mystère. SK continue :

« Si, grâce au soutien occidental massif, elle gagne sur le plan militaire, ce qui serait juste dans la mesure où elle défend l'intégrité de son territoire face à un envahisseur, c'est le bloc occidental tout entier qui célébrera cette victoire comme étant la sienne. Et, grâce justement à cette victoire, il pourra *effacer* les images désastreuses de Kaboul et de Bagdad - ce qui est sans nul doute l'une des raisons essentielles de l'hystérie belliciste qui déferle actuellement dans les capitales et les médias occidentaux. En effaçant ses images de défaite, il s'enhardira pour poursuivre sa marche vers l'est et continuer à imposer sa loi au niveau mondial, fût-ce sous des formes moins coûteuses que les expéditions du type de celles d'Irak et Afghanistan. »

En somme, selon SK, une victoire de l'Ukraine serait « juste », mais désastreuse quant à ses conséquences. On en vient à se demander si, par la même logique, il ne faudrait pas sacrifier la justice à la bataille suprême contre le « bloc occidental », comme certains le soutiennent dans les milieux de la pseudo-gauche néo-campiste. Pour ma part, j'ai écrit

qu'un succès russe – hypothèse qui reste la plus probable dans l'immédiat, au demeurant – « enhardirait l'impérialisme des Etats-Unis lui-même et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif ». SK me retourne le même terme pour dire qu'un échec russe ferait de même. Je ne suis pas d'accord : les États-Unis ont déjà énormément profité de l'action de Poutine. Ils devraient être chaleureusement reconnaissants à l'autocrate russe.

Une mainmise réussie de la Russie sur l'Ukraine encouragerait les États-Unis à reprendre le chemin de la conquête du monde par la force dans un contexte d'exacerbation de la nouvelle division coloniale du monde et de crispation des antagonismes mondiaux, tandis qu'un échec russe – s'ajoutant aux échecs étatsuniens en Iraq et en Afghanistan – renforcerait ce qu'on appelle à Washington « syndrome vietnamien ». En outre, il me semble tout à fait évident qu'une victoire russe renforcerait considérablement le bellicisme et la poussée vers l'augmentation des dépenses militaires dans les pays de l'OTAN, tandis qu'une défaite russe offrirait de bien meilleures conditions pour mener notre bataille pour le désarmement général et la dissolution de l'OTAN.

Les propos suivants de SK s'accordent mal avec le chapeau de la rédaction qui sert de préambule à son article et qui affirme ne pas transiger sur « le cadre respectueux qui est le nôtre ». Je le cite :

« De ce fait, [...] la “position anti-impérialiste radicale” que défend GA revient à plaider en faveur non pour la paix mais pour une victoire militaire de l'Ukraine, que le soutien logistique occidental se doit de rendre possible. Cette position assume son bellicisme, d'où sa revendication de “radicalité”, qu'elle affuble d'une dimension “anti-impérialiste”, puisqu'il s'agit de vaincre l'impérialisme russe – sauf qu'à ce compte c'est Joe Biden qui devient le véritable champion de l'anti-impérialisme. »

Cela vole si bas que ça ne mérite pas de commentaire. Poursuivons la lecture :

« Escamotant le caractère inter-impérialiste du conflit actuel, cette position se méprend sur les conséquences – pourtant parfaitement prévisibles – d'une victoire obtenue dans ces conditions, à savoir une Ukraine vassalisée, organiquement intégrée dans l'OTAN, une Russie encerclée de tous les côtés par une alliance militaire qui la traite comme cible, l'atlantisme triomphant sans partage sur l'Europe et au-delà. »

Si l'Ukraine parvenait à rejeter le joug russe, elle serait *vassalisée*, soutient SK – c'est plus que probable, en effet. Mais ce qu'il omet de dire, c'est que, si elle n'y parvenait pas, elle serait *asservie* à la Russie. Et il n'est pas besoin d'être médiéviste diplômé pour savoir que la condition de vassal est incomparablement préférable à celle de serf ! C'est que SK, malgré ses efforts, n'arrive pas à cacher que ce qu'il souhaite, c'est en quelque sorte un match nul, plutôt qu'une défaite russe. Il écrit :

« Cette sombre éventualité ne rend pas moins légitime la résistance ukrainienne à l'invasion russe, mais il convient d'être lucide sur les implications de la configuration actuelle et ne pas se raconter d'histoires. La difficulté fondamentale à laquelle la gauche antiguerre fait face actuellement c'est que,

comme dans tout conflit inter-impérialiste, la victoire d'un camp ou d'un autre entraîne des conséquences dévastatrices, la pire étant sans doute un embrasement généralisé en Europe. »

Son problème, c'est qu'il est illusoire de souhaiter un match nul en cas d'invasion d'un pays par un autre. Un arrêt des combats avec retrait inconditionnel de l'envahisseur aux frontières d'avant le 24 février serait une victoire pour l'Ukraine. Un arrêt des combats avec occupation d'une large partie du territoire ukrainien, si ce n'est l'asservissement de toute l'Ukraine, seraient une victoire pour la Russie. Un résultat qui se situerait entre les deux constituerait un succès mitigé pour Moscou.

Venons-en maintenant à la question de l'armement de la résistance ukrainienne. J'ai écrit :

« Nous sommes pour la livraison sans conditions d'armes défensives aux victimes d'une agression – dans ce cas, à l'Etat ukrainien qui lutte contre l'invasion russe de son territoire. Aucun anti-impérialiste responsable n'a demandé à l'URSS ou à la Chine d'entrer en guerre au Vietnam contre l'invasion américaine, mais tous les anti-impérialistes radicaux étaient favorables à une augmentation des livraisons d'armes par Moscou et Pékin à la résistance vietnamienne. Donner à ceux qui mènent une guerre juste les moyens de lutter contre un agresseur beaucoup plus puissant est un devoir internationaliste élémentaire. S'opposer en bloc à de telles livraisons est en contradiction avec la solidarité élémentaire due aux victimes. »

SK commente :

« Ce parallèle avec le Vietnam apparaît, pour le moins, de mauvais goût. Zelenski n'est certes pas le "nazi" dont parle Poutine mais il n'est pas non plus Ho Chi Minh... Le gouvernement ukrainien est un gouvernement bourgeois, au service des intérêts d'une classe d'oligarques capitalistes, en tout point comparable à celle qui domine en Russie et dans les autres républiques de l'ex-URSS, et qui entend arrimer le pays au camp occidental sans se soucier des conséquences prévisibles d'une telle option. Tout en étant victime d'une agression inadmissible, il ne représente aucune cause progressiste plus large, et il serait complètement aberrant pour des forces de gauche dignes de ce nom de plaider la cause de son armement. »

Selon cette logique donc, on ne saurait soutenir un peuple qui résiste contre une invasion impérialiste surarmée que si sa résistance est dirigée par des communistes et non par un gouvernement bourgeois. C'est une bien vieille position ultragauche sur la question nationale, que Lénine avait pourfendue en son temps. Le soutien à un juste combat contre une oppression nationale, et à plus forte raison contre une occupation étrangère, doit se faire indépendamment de la nature de sa direction : si ce combat est juste, cela implique que la population concernée y participe activement et mérite qu'on la soutienne, quelle que soit la nature de sa direction.

Ce ne sont certainement pas les « oligarques capitalistes » qui se mobilisent en masse auprès des forces armées ukrainiennes sous la forme d'une garde nationale improvisée et

de « pétroleuses » nouvelle manière, mais bien le peuple travailleur de l'Ukraine. Et dans son combat contre l'impérialisme grand-russe, menée par un gouvernement autocratique et oligarchique ultraréactionnaire présidant aux destinées de [l'un des pays les plus inégaux de la planète](#), le peuple ukrainien mérite notre plein soutien, qui n'est pas pour autant acritique envers son gouvernement.

Le problème central de SK, c'est qu'il se trompe sur ce qu'est une guerre inter-impérialiste. S'il suffisait que ce soit une guerre où chaque partie est soutenue par un rival impérialiste, alors toutes les guerres de notre temps seraient inter-impérialistes, puisqu'en règle générale, il suffit qu'un des impérialismes rivaux soutienne un camp pour que l'autre soutienne le camp opposé. Une guerre inter-impérialiste, ce n'est pas cela. C'est une guerre directe, et non par procuration, entre deux puissances dont chacune cherche à envahir le domaine territorial et (néo)colonial de l'autre, comme l'était très clairement la Première Guerre mondiale. C'est une « guerre de rapine » *de part et d'autre*, comme aimait à l'appeler Lénine.

Qualifier le conflit en cours en Ukraine, dans lequel ce dernier pays n'a nullement l'ambition, et encore moins l'intention, de s'emparer du territoire russe, et où la Russie a l'intention affichée de subjuguier l'Ukraine et de s'emparer d'une grande partie de son territoire – qualifier ce conflit-là d'inter-impérialiste, plutôt que de guerre d'invasion impérialiste, est une déformation outrée de la réalité.

« Aujourd'hui, ajoute SK, compte tenu de la nature des forces en présence, la livraison d'armes à l'Ukraine ne peut avoir qu'un seul but, assurer sa future vassalisation et sa transformation en avant-poste de l'OTAN sur le flanc est de la Russie. »

C'est faux. La livraison d'armes à l'Ukraine a pour seul but de l'aider à s'opposer à son *asservissement*, même si, par ailleurs, elle souhaite sa *vassalisation* en croyant y voir l'unique garantie de sa liberté. Nous devons, bien sûr, nous opposer également à sa vassalisation, mais pour le moment, il faut parer au plus urgent.

SK continue sa charge :

« Si, au vu des risques incalculables qu'elle entraînerait, pourquoi faudrait-il, comme le soutient GA, s'opposer à la seule "intervention militaire directe" dans ce conflit et non pas à toute forme d'intervention militaire ? Le risque nucléaire, incontestable, est-il une raison suffisante pour limiter la retenue à la seule "intervention directe" ? »

La réponse est : oui, bien sûr. C'est certainement une condition *suffisante*, mais ce n'est pas la seule : la raison la plus directe – celle qui, contrairement au nucléaire, n'est pas hypothétique (dissuasion mutuelle oblige), mais certaine – c'est que l'entrée en guerre directe de l'autre camp impérialiste transformerait le conflit en cours en vraie guerre inter-impérialiste, dans l'acception correcte du concept, un type de guerre auquel nous sommes catégoriquement hostiles.

« La frontière entre intervention directe et indirecte est moins claire que certains semblent le penser », explique SK. On peut lui retourner la remarque : cette frontière est plus claire

qu'il ne le pense. C'est bien pourquoi les membres de l'OTAN sont unanimes (et pas seulement Emmanuel Macron dont SK loue la sagesse) à déclarer qu'ils ne franchiront pas la ligne rouge qui consiste à envoyer des troupes combattre les forces armées russes sur le sol de l'Ukraine, ou à abattre des avions russes dans l'espace aérien ukrainien – et cela malgré les exhortations de Volodymyr Zelensky. C'est parce qu'ils craignent à juste titre un engrenage fatal, sceptiques, comme ils sont devenus, quant à la rationalité de Poutine qui n'a pas hésité à brandir d'emblée la menace nucléaire.

Si le combat que mènent les Ukrainien.ne.s contre l'invasion russe est juste, comme l'admet SK à contrecœur, alors il est tout à fait juste de les aider à se défendre contre un ennemi très supérieur en nombre et en armement. C'est pourquoi nous sommes sans hésitation en faveur de la livraison d'armes *défensives* à la résistance ukrainienne. Qu'est-ce à dire ? Là encore, SK n'y voit que du feu.

Un exemple : nous sommes certainement pour la livraison de missiles antiaériens, portables et autres, à la résistance ukrainienne. S'y opposer équivaldrait à dire que les Ukrainien.ne.s n'ont qu'à choisir entre se faire massacrer et voir leurs villes détruites par l'aviation russe, sans avoir les moyens qu'il leur faut pour se défendre, ou fuir leur pays. En même temps, cependant, il ne faut pas seulement s'opposer à l'idée irresponsable de l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de l'Ukraine ou d'une partie de son territoire ; il faut aussi s'opposer à la livraison de chasseurs aériens à l'Ukraine, comme l'envisage Joe Biden. Les chasseurs ne sont pas un armement strictement défensif, et leur fourniture à l'Ukraine risquerait en fait d'aggraver considérablement le bombardement russe.

En résumé, nous sommes pour la livraison à l'Ukraine d'armes antiaériennes et antichars, ainsi que de tout l'armement indispensable à la défense d'un territoire. Lui refuser ces livraisons, c'est tout simplement se rendre coupable de non-assistance à peuple en danger ! Nous avons demandé la livraison de pareilles armes défensives à l'opposition syrienne. Les États-Unis les lui ont refusées et ont même empêché leurs alliés locaux de lui en livrer, à cause notamment du veto israélien. On sait quelles en ont été les conséquences.

Avant-dernier point : les sanctions. J'ai écrit :

« Les puissances occidentales ont décidé toute une série de nouvelles sanctions contre l'État russe pour son invasion de l'Ukraine. Certaines d'entre elles peuvent effectivement réduire la capacité du régime autocratique de Poutine à financer sa machine de guerre, d'autres peuvent nuire à la population russe sans trop affecter le régime ou ses acolytes oligarchiques. Notre opposition à l'agression russe combinée à notre méfiance à l'égard des gouvernements impérialistes occidentaux signifie que nous ne devrions ni soutenir les sanctions de ces derniers, ni exiger leur levée. »

Une autre façon de traduire cela, c'est de dire que nous sommes pour les sanctions qui affectent la capacité de la Russie à faire la guerre ainsi que ses oligarques, mais pas celles qui affectent sa population. Cette dernière formulation est juste en principe, mais il faudrait alors la traduire concrètement. Or nous ne disposons pas de moyens pour examiner l'impact de toute la gamme des sanctions déjà infligées par les puissances occidentales à la Russie.

Quant à SK, il pense que

« la tâche de la gauche est de dénoncer la fonction politique de ce dispositif et de montrer qu'il est avant tout un instrument permettant d'asphyxier un pays troublant l'ordre mondial façonné par la suprématie étatsunienne et occidentale, un instrument qui, au fond, diffère peu d'un acte de guerre. »

C'est encore une fois la marque d'un manque de perception dialectique que de ne pas voir que différentes sanctions peuvent jouer des rôles différents. Contrairement aux positions dogmatiques de SK, nous définissons nos positions à la lumière de « l'analyse concrète de la situation concrète », comme l'avait si bien dit un grand critique du dogmatisme de gauche. Quant à la caractérisation de l'impérialisme russe comme étant « un pays troublant l'ordre mondial façonné par la suprématie étatsunienne et occidentale », elle révèle encore une fois le fond de la pensée de SK.

En fin de parcours, SK souligne un terrain d'accord : « On ne peut, par contre, que s'accorder avec GA concernant le dernier point qu'il évoque : l'accueil inconditionnel des réfugiés ukrainiens. » Il s'empresse cependant d'ajouter : « Mais on ne peut le faire sans relever que le quasi-consensus qui l'entoure est un exemple flagrant du "deux poids deux mesures" du discours cynique dominant. » Dans mon texte très concis, SK semble ne pas s'être aperçu que j'ai fait cela indirectement en demandant « l'ouverture de toutes les frontières aux réfugié·e·s d'Ukraine, *comme elles devraient l'être pour tous les réfugié·e·s fuyant la guerre et les persécutions, quelle que soit leur provenance* ». Cela va de soi pour nous, tout comme l'hostilité à l'OTAN.

*

Gilbert Achcar est professeur à l'Ecole des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres. Il a notamment publié *Le Choc des barbaries : Terrorismes et désordre mondial* (2002, 2004, 2017), *La Poudrière du Moyen-Orient* avec Noam Chomsky (2007), *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits* (2009), *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe* (2013), *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (2015) et *Symptômes morbides. La rechute du soulèvement arabe* (2017). Il publiera bientôt *The New Cold War : Chronicle of a Confrontation Foretold*.

*

Illustration : [Rhododendrites](#) / Wikimedia Commons.